



Mercury Policy Project

NGOⁱ proposition pour une stratégie globale sur le Mercure présentée au Conseil d' Administration du PNUE 2007 24 Janvier 2007

Résumé

Le Mercure est excessivement toxique : il provoque des dégâts sur le système nerveux même lors d'exposition de faible intensité. On le trouve dans toute la chaîne alimentaire (en particulier dans le poisson) humaine et sauvage et il est particulièrement nocif au développement des fœtus et des jeunes enfants. Le Mercure parcourt de longues distances à travers l'atmosphère et au-delà des frontières nationales ; il a contaminé les chaînes de production alimentaire à un niveau de risque préoccupant.

Comme les mesures actuelles ne suffisent pas à réduire de façon adéquate les risques liés au mercure (voir schémas 1 et 2), d'autres actions coordonnées doivent être mises en place à un niveau global, incluant les points suivants (mais sans se limiter à ce qui suit) :

1. Le travail devrait démarrer le plus tôt possible pour viser un accord et un engagement global sur le mercure.
2. Les résultats du rapport d'affaires mené par le Conseil gouvernemental de l'UNEP devraient être utilisés entièrement et entraîner des actions concrètes comme :
3. Réduction globale de l'emploi du Mercure
 - a. On devrait viser une réduction globale de 50% pour 2012, 70% pour 2017 (comparé à 2005) (voir table en annexe)
 - b. Ces objectifs de réduction du Mercure devraient être atteints par les moyens suivants :
 - i. Promulguer une législation assurant le retrait progressif des substances hasardeuses dans les équipements électroniques et électriques dans tous les pays qui ont une base de production significative de produits électroniques.
 - ii. Supprimer l'emploi du Mercure dans la production de batteries de piles bouton ;
 - iii. Supprimer progressivement la production de thermomètres à mercure pour la fièvre, et minimiser la production de tout autre équipement de mesure non électronique contenant du mercure. Les institutions Internationales, les gouvernements, les institutions de santé et les grands acheteurs d'équipement médical devraient faciliter la transition dans les pays en voie de développement, des thermomètres à fièvre sans mercure, grâce à leur pouvoir d'acheteur et grâce au développement de cadres légaux appropriés.
 - iv. S'assurer que les produits contenant du mercure et les procédés associés à l'utilisation du mercure, interdits ou restreints dans les pays industrialisés, ne sont pas envoyés dans les pays en voie de développement.
 - v. Supprimer progressivement l'application du procédé du mercure dans l'industrie du chlore et de la soude aussi vite que possible. Pour faciliter cette conversion à des technologies sans mercure, un plan d'assistance financière aux pays en voie de développement devrait être élaboré par l'UNEP pour le meeting du 25^{ème} conseil gouvernemental en 2009.
 - vi. Définir un objectif de réduction spécifique pour l'exploitation minière artisanale ou de petite échelle : viser 50% d'ici 2017, comme cela a été recommandé par le projet « Global Mercury » de l'UNIDO ; cet objectif est atteignable si on élimine l'utilisation du mercure dans le traitement de l'ensemble du minerai et dans les autres mesures applicables et s'il y a coordination avec les autres pays et organisations pour introduire les techniques de réduction du mercure dans les projets de ce secteur.

4. Réduction globale d'émission de mercure

UNEP devrait préparer un inventaire global d'émissions de mercure et faire des recommandations concernant globalement 5 à 10 points globaux de réduction d'émission à l'année pour être considérées lors de la 25^{ème} session du Conseil en 2009.

L'inventaire devrait tâcher de combler des lacunes de données sur les sources mal caractérisées jusqu'ici et tâcher que les recommandations tiennent compte des buts de réduction de demande déjà établis.

5. Réduction globale de l'approvisionnement de mercure

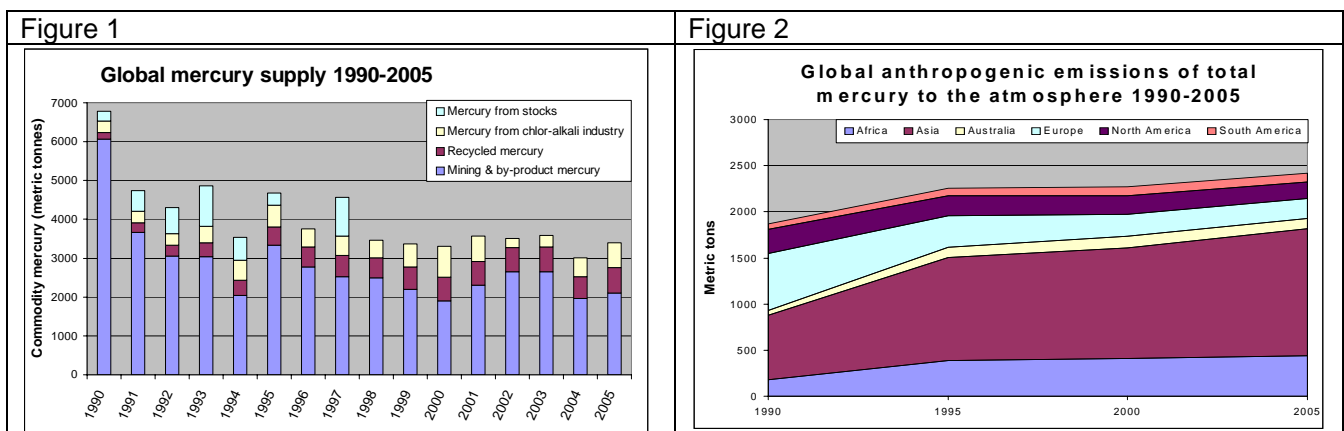
- a. une hiérarchie des sources d'approvisionnement en mercure devrait être établie dans le cadre de son utilisation pour le commerce ; elle devrait favoriser le mercure issu de produits dérivés et aussi le recyclage des déchets et produits issus de l'exploitation minière de base et issus des équipements dépourvus de Chlor alkali. L'exploitation minière de base est la source de mercure la moins appréciée car elle produit du nouveau mercure et est une source importante d'émission du métal.
- b. L'approvisionnement excessif en mercure du marché global devrait être empêché si on reste cohérent par rapport à cette hiérarchie et principalement par les moyens suivants :
 - i. restriction des exports de mercure des pays développés;
 - ii. inclure le mercure dans la convention de Rotterdam sur accord d'informations préalables avant tout expédition de mercure
 - iii. promouvoir le développement alternative pour remplacer l'exploitation minière de base là où elle est encore en place.
 - iv. Monter un groupe de travail pour établir des recommandations pour un détournement coordonné du commerce et de la gestion du mercure issu des équipements chlor alkali.

6. Support financier

Les pays développés devraient fournir de nouveaux financements pour soutenir ces activités dans les pays en voie de développement et GEF et/ou les autres institutions globales devraient créer un mécanisme d'assistance financière pour soutenir les activités cohérentes avec les propositions énoncées ci-dessus.

NOTE : UTILISATION ET EMISSION DE MERCURE DEPUIS LES ANNEES 1990 – EN TRES LEGERE PROGRESSION

La courbe Figure1 provient d'un rapport publié récemment et préparé par le Conseil d'Administration de PNUE. Elle montre que l'indice global d'emploi du mercure a changé légèrement depuis 1994 car le monde développé exporte son excédent de mercure et ses techniques dépassées vers le monde en voie de développement ; La courbe Figure 2 est basée sur le travail de Jozef Pacyna et de ses collègues : elle montre l'augmentation des émissions de mercure dans l'atmosphère , notamment le mercure en provenance de la combustion du charbon, de l'extraction minière de minerais (en particulier zinc et cuivre) , des plantes chlor alcalines et les déchets de produits contenant du mercure.



Scénario exigé pour le mercure par NGO

Secteur	2005	2012	2017	Commentaire –chemin vers la réduction
Batteries	400	50	25	Retrait progressif du mercure dans les piles de bouton
Industrie du chlore et de la soude	620 (535 net)	300	0	Retrait progressif global jusqu'en 2015; meeting en Inde : engagement pour retrait progressif d'ici 2012
Instruments de mesure	250	75	50	Action de l'état qui a permis de renverser la tendance aux US; Europe et Chine interdisent la vente
Commutateurs et relais	250	50	50	Directive RoHS en Europe et en Chine; action de l'état qui a permis de renverser la tendance aux US
Luminaire	120	150	110	Pic d'utilisation du mercure dans les fluorescents d'ici 5 ans puis croissance des moyens alternatifs.
Dentaire	270	135	75	L'utilisation du mercure dans le domaine dentaire décroît en réponse à des choix sur le cosmétique et des actions de réglementation
Extraction minière d'or à petite échelle	800-1,000	600	400	Focalisation globale sur la disparition de l'utilisation du mercure dans les procédés d'extraction minière, utilisation des techniques de réduction de l'utilisation du mercure-cf rapport UNIDO pour UNEP
PVC	700 (350 net)	550	300	La demande est principalement en Chine; des gains efficaces de catalyseur diminue le taux de croissance et permettent d'obtenir des réductions. Des progrès dans les techniques de production alternative doivent permettre de démarrer la transition d'ici une période de 10 ans
Autres	50	25	10	Vaccins, peintures, etc...
Total	3,460 to 3,660	1,885	1,020	Les points clés pour obtenir la réduction attendue sur les 10 prochaines années : diminution progressive du mercure dans la production de piles bouton en Chine, Europe et Japon; réussir la diminution progressive du mercure dans la production d'équipement de mesure en Europe et en Chine ; des progrès dans la diminution progressive des dérivés chlorés- alcalins ; un emploi plus efficace des catalyseurs VCM en Chine; fourniture restreinte de mercure afin d'augmenter les prix pour ASM et enfin éradication du mercure dans tout le minerai de ASM.

ⁱ Environmental NGOS include

The **Zero Mercury Working Group**, www.zeromercury.org, is an international coalition of more than 48 public interest non-governmental organizations from around the world formed in 2005 by the European Environmental Bureau and the Mercury Policy Project/Ban Mercury Working Group. The aim of the group is to reach "Zero emissions, demand and supply of mercury, from all sources we can control, towards eliminating mercury in the environment at EU level and globally."

The **European Environmental Bureau (EEB)**, www.eeb.org, is a federation of more than 140 environmental citizens' organisations based in all EU Member States and most Accession Countries, as well as in a few neighbouring countries. These organisations range from local and national, to European and international. The aim of the EEB is to protect and improve the environment of Europe and to enable the citizens of Europe to play their part in achieving that goal.

The **Natural Resources Defense Council** is a private, U.S. not-for-profit environmental organization that uses science, law, and the support of more than 600,000 members nationwide to protect the planet's wildlife and wild places, and to ensure a safe and healthy environment for all living things.

The **Mercury Policy Project**, a project of the Tides Center and co-founder of the Ban Mercury Working Group, works at the local, national, and international level to promote policies and programs to indefinitely store surplus mercury; and reduce/eliminate anthropogenic mercury uses and releases, trade in mercury, and human, ecological and wildlife exposures to mercury. See www.mercurypolicy.org.